

Ouragans à répétition : quel avenir pour Haïti ?

Rapport d'activités 2017 de la Fondation Main dans la main

Une fois de plus, Haïti aura passé une mauvaise année. Une fois de plus, Haïti a connu la catastrophe. Alors que le pays peinait à surmonter une crise électorale persistante, le voilà qui fut balayé des heures durant par Matthew, le 4 octobre 2016, laissant derrière lui un spectacle de désolation. Il faut remonter à 1954 pour trouver en Haïti un ouragan (Hazel) d'une telle violence. Mais depuis, la misère et la dégradation de l'environnement se sont accrues causant des dégâts sans commune mesure, ces catastrophes n'étant pas seulement naturelles, mais également humaines, fruits de nos (in-)actions ! Puis, le 8 septembre 2017, ce fut Irma qui longea la côte Nord de l'île. Encore une fois, les plus vulnérables perdaient le peu qu'ils possédaient. Redonner un peu d'espoir aux familles sinistrées, tel fût le travail de la Fondation Main dans la main ces 15 derniers mois. Mais au-delà de ce travail de reconstruction, quel avenir pour ce bout d'île, qui continuera à devoir faire face aux aléas climatiques dans un contexte de pauvreté économique croissant, peut-il espérer ?



La nature a été fortement touchée, amenuisant encore un peu plus une couverture forestière déjà mal en point. Quant aux agriculteurs, ils ont vu leurs récoltes et animaux emportés, les privant de toutes ressources alimentaires et économiques.

Revue de l'actualité en Haïti

Elections

Après le report des élections suite au passage de l'ouragan Matthew, celles-ci se sont déroulées le 20 novembre 2016 avec un taux de participation avoisinant les 20%. Dans l'ensemble, les observateurs nationaux et internationaux ont salué leur bon déroulement. Le 7 février 2017, après un an de gouvernement de transition, Jovenel Moïse est devenu le nouveau président de la République d'Haïti.

Caravane du changement

Depuis son ascension, le président Moïse a lancé de nombreux projets d'infrastructures – construction de routes, curage de canaux, etc. – à travers une campagne baptisée « Caravane du changement ». La communauté internationale a fait l'éloge de cette action. Reste à voir quelle en sera sa durabilité et sa rentabilité au regard des sommes investies. La seule chose qui est claire, c'est que cette caravane est un véritable « show » pour le président qui ne manque pas une occasion d'apparaître lors des travaux.

Remobilisation de l'armée

Moïse a remobilisé, dans la plus grande confusion, une armée démobilisée en 1996 par Aristide. Des soldats ont été recrutés avant même la constitution d'un état-major et la définition de sa mission et de sa complémentarité avec la police nationale d'Haïti (PNH). La communauté internationale ne soutient pas cette démarche, son objectif restant pour l'heure le renforcement de la PNH et de la justice.

De la MINUSTAH à la MINIJUSTH

La Mission des Nations-Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) a pris fin en octobre 2017. Arrivée après le coup d'Etat contre Aristide en 2004 pour renforcer la sécurité, elle laisse derrière elle un monumental gaspillage de fonds au vu de son coût exorbitant, des abus en tous genres et une épidémie de choléra. Dès à présent, c'est la Mission des Nations-Unies pour l'appui à la Justice d'Haïti (MINIJUSTH) qui la remplace avec pour objectif cette fois de promouvoir la primauté du droit. On peut toutefois se demander quel peut être sa crédibilité quand l'ONU a nié 6 ans durant sa culpabilité dans l'épidémie de choléra et refuse toujours d'assumer sa responsabilité en réparant ses torts.

Hand in Hand: Stiftung für eine nachhaltige Entwicklung
Tells: case 7, 8400 Winterthur, Telefon +41 52 269 03 70, +41 79 574 14 76

E-Mail: stiftunghandinhand@yahoo.de, Postkonto 85-98306-4





Maisons, écoles, marchés, etc. l'habitat et les édifices communautaires ont également été lourdement endommagés par Matthew et Irma. La vie en milieu rural s'en est retrouvée comme arrêtée.

Vie chère et salaire minimum

Alors que la monnaie nationale a perdu près de 30% de sa valeur entre 2015 et 2017, l'inflation s'est établie aux alentours des 15% annuels en 2016 et 2017. La population a ainsi vu la valeur de son épargne fondre comme neige au soleil et le prix des aliments et autres produits importés s'envoler. Pourtant, le président a décidé de n'augmenter le salaire minimum journalier dans le secteur de la sous-traitance que d'environ 75 centimes pour le porter à un peu plus de 5 francs suisses. Impossible aujourd'hui de vivre à Port-au-Prince avec un tel salaire.

Emigration - Immigration

Depuis le séisme de 2010, les jeunes partent toujours plus nombreux pour l'étranger en quête d'une vie meilleure. Si le phénomène n'est pas nouveau, les destinations le sont. En 2017, quelque 200 demandes de visa étaient quotidiennement adressées à l'ambassade du Brésil en Haïti et plus de 100'000 personnes sont parties au Chili. L'Argentine, la Guyane française, le Mexique et même Taiwan sont également devenus des destinations prisées par les personnes qui refusent la misère qui leur semble promise en Haïti.

Parallèlement, depuis que la Cour constitutionnelle de la République dominicaine a décidé de retirer la nationalité aux descendants d'immigrés en 2013, 250'000 Haïtiens sont retournés - de gré ou de force - en Haïti. Et suite à l'élection de Donald Trump, ce sont quelque 58'000 Haïtiens ayant trouvé refuge aux Etats-Unis qui sont aujourd'hui menacés de renvoi.

Petite histoire de catastrophes naturelles humaines !

Les Caraïbes ont toujours été balayées par des ouragans. Jusque dans les années 60-70, Haïti a réussi à faire face à ces événements. Mais depuis une vingtaine d'années, leur fréquence s'est accrue et leur puissance, sous l'effet du réchauffement climatique, tend à augmenter. Et puis surtout, depuis lors, la population a triplé, l'environnement a continué à se dégrader et la population s'est fortement appauvrie.

Au début des années 80, une épidémie de fièvre porcine s'est déclarée en Haïti. Sous l'injonction étatsunienne, canadienne et mexicaine, les cochons créoles, la « banque des paysans », furent tous abattus et remplacés par un cochon « made in US » moins adapté à l'économie rurale du pays. S'ensuivit dès 1986 la guerre du riz. La libéralisation de ce secteur promu par les Etats-Unis et son agence d'aide internationale (USAID) a conduit à l'importation massive de riz US bien moins cher, car subventionné. Alors qu'au début des années 80 Haïti était presque autosuffisant, et que l'industrie du riz occupait quelque 20% de la population, voilà qu'aujourd'hui la production nationale ne couvre même pas 20% de la demande. Ces deux politiques US furent un véritable sabotage de la production nationale !

Parallèlement à cette destruction de l'économie rurale, USAID, la Banque mondiale, le Fonds Monétaire International, etc. encouragèrent le développement de l'industrie de sous-traitance dans des zones franches. Ces industries, gourmandes en main d'œuvre, achevèrent de détruire l'économie rurale attirant à Port-au-Prince des milliers de travailleurs sous-payés. Déjà dans les années 70, certaines personnes mettaient en garde contre une aide internationale en Haïti ne faisant qu'accroître le fossé entre riches et pauvres. L'histoire semble bel et bien leur avoir donné raison !

Pour se convaincre que c'est bien la pauvreté et la désorganisation qui sont les premières responsables de ces bilans catastrophiques, il suffit de regarder un peu plus à l'ouest d'Haïti. Si Cuba a également été frappé par Matthew et Irma, le pays a su limiter leurs conséquences sur la population grâce à une prévention et une gestion des risques à tous les niveaux.

L'aide internationale ou l'éviction des acteurs locaux

La communauté internationale s'est à nouveau rapidement mobilisée. Toutefois, celle-ci dépend largement des structures locales pour la distribution de l'aide. Or, si l'aide est rapidement arrivée dans les villes de province, où certains élus locaux se sont d'ailleurs servis sans vergogne, il est rapidement apparu que l'aide d'urgence n'arrivait qu'au compte-gouttes dans l'arrière-pays. En raison de son histoire coloniale marquée notamment par la fuite des esclaves « marrons » dans les mornes, l'espace rural haïtien ne s'est pas construit autour de structures villageoises. La distribution des secours fut ainsi entravée non seulement par la destruction des routes, mais aussi par l'éclatement de l'habitat et la faiblesse des structures formelles.

En dépit de cette réalité, et comme lors du séisme, la coordination des grandes agences humanitaires, des autorités nationales et locales, ainsi que des acteurs locaux fut une véritable gageure. Au lieu d'inclure les ONG haïtiennes et les organisations de base dans les espaces de coordination de l'aide, les agences humanitaires les ont une nouvelle fois évincées. Trois mois après Matthew, la majorité des personnes vivant dans les zones reculées n'avaient toujours pas reçu le moindre secours.

La fondation, à travers sa présidente, s'est efforcée dans un premier temps de jouer les intermédiaires entre les organisations internationales et nos partenaires haïtiens. Il aura fallu attendre deux bons mois pour que ceux-ci réussissent à intégrer les réseaux de coordination de l'aide internationale. Sans cette « blanche », jamais nos partenaires n'auraient pu y avoir accès. Et ce n'est qu'après une longue bataille avec les formulaires – en anglais, au mieux en français – et un formalisme administratif, ainsi qu'un personnel international en permanente rotation qu'ils ont réussi peu avant Noël à obtenir les « miettes » qui restaient.

Réaction immédiate de Main dans la main

Les familles accompagnées par nos partenaires furent durement touchées par Matthew et Irma. Agriculteurs, artisans, commerçants ont perdu leur maison, leur jardin, leur cheptel, leurs économies, etc. Et les jours qui suivirent furent marqués par une recrudescence du choléra et des cas de malaria et de fièvre typhoïde.

Bien que cela ne soit pas leur vocation première, Main dans la main et ses partenaires ont, au fil des ans, acquis une certaine expérience en matière d'intervention post-catastrophe. Capitalisant sur celle-ci, une distribution de quatre produits disponibles localement a été organisée dès la première semaine :

- Hypochlorite : solution chlorée pour traiter l'eau de boisson et enrayer la propagation de l'épidémie de choléra et la fièvre typhoïde ;
- Diarrix : médicament naturel produit en Haïti pour stopper la diarrhée et ainsi réduire la mortalité par déshydratation des personnes infectées par le choléra et la fièvre typhoïde ;
- Microorganismes efficaces « EM » : assainissement des zones inondées et souillées par les immondices et les excréta pour prévenir des foyers de maladies comme le choléra ou la malaria ;
- Poudre de Moringa : fantastique source de vitamines, minéraux et protéines cette plante contribue efficacement à lutter contre la malnutrition.

En amont, la production et la formation à l'utilisation de ces produits ont été assurées par Mains-Unies. En aval, la distribution dans quatre départements s'est faite via le KOFIP et son réseau de Mutuelles de solidarité (MUSO) pour le Grand Sud, ainsi que les organisations paysannes UPTKMA, JCA et ODLR pour le Nord-Ouest. Grâce à ce réseau, une première aide d'urgence a pu être apportée en quelques jours seulement.

Avec l'intermédiation de la Fondation entre les agences humanitaires (OCHA, OIM, UNICEF) et le KOFIP, ce dernier a pu distribuer 1000 bâches, 1000 couvertures et 400 lampes solaires. Mais, pour couvrir les besoins des membres des MUSO du Sud et de la Grand'Anse, il aurait fallu au moins 6000 de chacun de ces articles.



Après parfois de longues heures de marche, les membres des MUSO du KOFIP ont reçu bâches, couvertures ou encore lampes solaires. Une petite collation leur était encore offerte pour qu'ils puissent refaire le chemin en sens inverse.

De l'urgence au développement

L'aide d'urgence à court terme n'est pas nécessairement la chose la plus importante ! Haïti en a d'ailleurs fait l'amère expérience suite au séisme de 2010. En inondant le pays de plus ou moins bonnes volontés, l'aide internationale a peut-être répondu à l'urgence, mais elle n'a pas permis au pays de se reconstruire pour, à l'avenir, faire face aux aléas de la nature, et cela, en dépit des milliards qui ont été dépensés. S'il est certes indispensable de répondre à l'urgence, il est à notre sens encore plus important de penser dès le départ au long terme. Ceci signifie penser au relèvement de l'économie en permettant aux familles de relancer leurs activités économiques, reconstruire les bâtiments en respectant des normes de construction ou encore planifier des systèmes d'irrigation et de drainage qui pourront atténuer les effets des prochains ouragans.



Afin de relancer les activités économiques des membres des MUSO et des organisations paysannes, des plants d'ignames, des semences, des chèvres et des poules ont été distribués à plus de 2000 familles sous la forme des prêts rotatifs.

Relance de l'économie rurale

Au niveau du KOFIP, les membres des MUSO dans le Sud ont dans un premier temps reçu des semences de cultures maraichères et de maïs ainsi que des plants d'igname sous la forme de prêts rotatifs. Ces derniers ont été achetés par le KOFIP auprès de membres de MUSO qui n'ont pas été touchés par les intempéries afin de faire circuler autant que possible l'argent au sein du réseau national de MUSO. Plus de 1000 familles ont bénéficié de ce premier appui. Avec plus de 16'000 membres de MUSO touchés par le cyclone, cet appui ne fut évidemment de loin pas suffisant. C'est pourquoi il fut convenu que les premiers bénéficiaires remettraient à la prochaine récolte la même quantité semences/plants reçue pour que d'autres membres de MUSO puissent en profiter. Dans un deuxième temps, le KOFIP a poursuivi son aide toujours sous la forme de prêts rotatifs en distribuant cette fois-ci quelques mille poules.

Dans le Nord-Ouest, trois organisations paysannes, UPTKMA, ODLR et JCA, ont également distribué sous la forme de prêt rotatif des semences de maïs, pois et cultures maraichères ainsi que de chèvres et de moutons. Par ailleurs, il a été décidé de construire des enclos et abris pour protéger les animaux en cas d'intempéries. Au total, ces trois organisations ont pu soutenir la relance des activités génératrice de revenu de plus de 800 familles d'agriculteurs.

Réhabilitation des infrastructures

Dans la Grand'Anse, une école rurale a été entièrement reconstruite avec le soutien de la Fondation. Par ailleurs, des charpentiers et maçons ont pu suivre une formation pour améliorer la résistance aux vents des habitations rurales et des livrets sur les bonnes pratiques en matière de reconstruction / renforcement des maisons ont été imprimés et distribués.



Signature d'un contrat engageant un membre d'une MUSO à la remise en nature des bêtes/semences reçues.



Reconstruction après Matthew d'une école rurale de la Grand'Anse.



Equipe de la municipalité des Cayes se préparant à la pulvérisation d'EM dans les rues et blocs sanitaires de la ville.

Dans le Nord-Ouest, en collaboration avec des organisations paysannes, le marché de Lakoma a été entièrement nettoyé et réaménagé. Le pont amenant au marché a également été renforcé. Ces travaux à haute intensité de main d'œuvre ont par ailleurs permis à une centaine de personnes de gagner un peu d'argent. Quelques écoles communautaires ont également été partiellement restaurées.

Assainissement

La fondation a une nouvelle fois tenté de collaborer avec les autorités municipales autour de la problématique de l'assainissement. Des formations ont ainsi eu lieu et des expérimentations avec l'EM ont été conduites. Mains-Unies s'est par exemple chargée de traiter quelque 250 toilettes mobiles lors des 3 jours de carnaval aux Cayes. D'autres expériences ont été tentées comme dans les abattoirs de différentes villes de province. En dépit des bons retours reçus, il est toujours très difficile de maintenir le contact avec les autorités locales et de construire des interventions sur le long terme.

Aujourd'hui, une collaboration se développe lentement avec l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP). Nous espérons ainsi contribuer à la protection des parcs nationaux et mangroves du pays.

Engagements de Main dans la Main

Projets financés pour la période du 16 novembre 2016 au 15 novembre 2017

Partenaires	Projets	Dépenses en US \$
Centre Haïtien de Recherche et de Développement (CHRD)	• Bourses d'études	15'570
Fondation Jean-Marie Vincent	• Soutien et renforcement de l'institution	2'412
Collectif du Financement Populaire (KOFIP)	• Formation et crédits pour les Mutuelles de Solidarité • Aide d'urgence : accès à l'eau potable et lutte contre le choléra • Achat de semences et poules et distribution de l'aide internationale : Logistique et transport des biens	65'000 3'703 24'860
Mains-Unies	• Programme d'accès à l'eau potable et de lutte contre le choléra • Programme d'assainissement avec l'EM • Programme d'appui à la reconstruction • Soutien au bureau de coordination à Port-au-Prince	26'868 12'071 7'534 15'489
Organisations paysannes dans le Nord-Ouest : - ODLR - UPTKAM - JCA	• Drainage, réparation et aménagement d'un canal à Post-Métier • Formation à l'agro-écologie • Réhabilitation d'un pont, d'un marché et de canalisations • Réhabilitation d'écoles, de jardins scolaires et achat de semences, chèvres et moutons • Soutien logistique et transport	7'000 1'584 19'915 60'000 3'098
Aide d'urgence dans les Mairies : Cayes, Jérémie, Cap-Haïtien	• Cours de formation et appui à l'assainissement des égouts, toilettes, station d'épuration, abattoirs, etc. à partir d'EM.	11'165
TOTAL en US \$		276'269

Décompte financier pour la période du 16 novembre 2016 au 15 novembre 2017

Entrées		Sorties	
Fonds reçus	316'778 CHF	Fonds pour les projets	272'032 CHF
		Frais administratifs	8'113 CHF
		Total	280'145 CHF



Formation sur le renforcement des bâtisses à Jérémie.

Exemple de maison rurale renforcée construite avec des matériaux locaux et respectant l'architecture traditionnelle.

Réhabilitation d'un canal de drainage à Post-Métier.

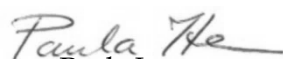
Quel avenir pour Haïti ?

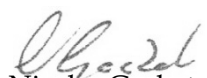
Notre travail aura permis d'atténuer les difficultés et de redonner un peu d'espoir à des milliers de familles, mais jusqu'à quand ? Que faire pour ne plus devoir sans cesse faire face à ces catastrophes ? Quel espoir peut-on avoir de ne pas jouer les Sisyphe, alors que les cyclones devraient gagner en intensité avec le réchauffement climatique ?

Si personne ne peut empêcher les phénomènes naturels, il est en revanche possible d'en atténuer les conséquences. La qualité de l'habitat, l'aménagement du territoire ou un système d'alerte et d'évacuation sont autant de choses pouvant en mitiger les conséquences. C'est pourquoi la fondation souhaiterait à l'avenir :

- Promouvoir des formations pour les professionnels de la construction – charpentiers, couvreurs, maçons – en milieu rural pour améliorer la qualité de l'habitat ;
- Donner les moyens aux familles d'investir dans des habitats de meilleure qualité et des abris pour leurs animaux à travers des crédits ;
- Renforcer son action en faveur du reboisement et des curages de canaux d'irrigation et d'évacuation des eaux. A cet égard le drainage à Post-Métier financé par la fondation en 2016 a certes été endommagé après Matthew, mais, selon nos partenaires, il a grandement contribué à réduire l'ampleur des dégâts.

L'action de la Fondation n'a été rendu possible que grâce à la confiance que nos donateurs nous a accordée. Qu'ils en soient toutes et tous très chaleureusement remerciés.


Paola Iten
Présidente


Nicolas Gachet
Responsable des projets

N.B. Une attestation de don est envoyée au mois de janvier

Coordonnées postales et bancaires

Compte postal : Stiftung Hand in Hand 85-98306-4

Banque Alternative ABS Olten : IBAN CH81 0839 0222 6710 0100 1 ; Clearing 8390

En Euro : Banque Raiffeisen Zürich, IBAN CH68 8148 7000 0078 4647 1, SWIFT-Code RAIFCH 22

Pour plus d'informations: www.solinos.ch/Organisationen/hand_in_hand/hand_in_hand.html